



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction de l'animation
des politiques publiques

Bureau des installations classées

**Arrêté préfectoral relatif à la mise à jour de la situation de l'usine de fabrication
de papier exploitée par la société GLATFELTER SCAER SAS à Casacadec à SCAER**

**Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,**

- VU la partie législative du code de l'environnement, livres I et V, notamment les articles L.181-14, L.181-17 et L.181-46;
- VU la partie réglementaire du code de l'environnement, livres I et V, notamment les articles R.181-45, R.181-46 et R.181-50 à R.181-52;
- VU l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment la rubrique n° 2440 ;
- VU le décret n° 2017-1595 du 21/11/2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- VU l'arrêté du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation;
- VU l'arrêté préfectoral N°43-10-AI du 30/06/2010, complété par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires N°2013-32 AI du 13/11/2013 autorisant la société GLATFELTER SCAER SAS à exploiter une usine de fabrication de papiers au lieu dit « Cascadec » à SCAER;
- VU le porter à connaissance de la société GLATFELTER SCAER SAS du 22 novembre 2018 ;
- VU le rapport du 11 mars 2019 de l'inspection de l'environnement (installations classées) de l'UD29 de la DREAL BRETAGNE ;
- VU la communication du présent projet à la société GLATFELTER SCAER SAS en date du 19 février 2019 ;
- VU l'avis de la société GLATFELTER SCAER SAS sur ce projet en date du 21 février 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande de la société GLATFELTER SCAER SAS visant à relever les seuils de prélèvement en eaux dans l'Isole et de rejets des eaux résiduaires ne nécessite pas un examen au cas par cas au titre du 1^{er} critère de l'article R.181-46-I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments transmis par la société GLATFELTER SCAER SAS, cette modification des installations constitue une modification notable mais non substantielle au titre du 2^{ème} critère de l'article R.181-46-I et du 3^{ème} critère de l'article R.181-46-I ;

CONSIDÉRANT que la nature de la demande de modification des seuils ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que le porter à connaissance justifie du respect des prescriptions générales susvisées et que le respect de celles-ci permet de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le décret n° 2017-1595 du 21/11/17 nécessite l'actualisation des rubriques de classement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral n°43-10-AI en date du 30 septembre 2010, complété par l'arrêté préfectoral de prescription complémentaires N°2013-32 AI du 13 novembre 2013, autorisant la société GLATFELTER SCAER SAS dont le siège social est situé au lieu-dit « Cascadec » - 29390 SCAER, à exploiter à la même adresse, une usine de fabrication de papiers est complété par les dispositions précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 :

Le tableau de classement de la nomenclature de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°43-10-AI en date du 30 septembre 2010 est modifié comme suit :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2445-1	Transformation du papier, carton. La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 t/j	32 t/j de papier transformé	A
2915-1-a	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est : a) supérieure à 1 000 l	1080 l	A
2440	Fabrication de papier, carton à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3610.b ; La quantité de papier, carton fabriquée étant supérieure à 2 t/j	Capacité de production : 19 t/jour et 6500 t/an.	DC

2910-a-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	14,1 MW	DC
1530-3	<p>Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	10 000 m³	D

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, DC déclaration avec contrôle périodique (les installations incluses dans des installations soumises à autorisation ou enregistrement ne sont pas soumises à cette obligation)

ARTICLE 3 :

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n°43-10-AI en date du 30 septembre 2010 est remplacé par :

« ARTICLE 4.1.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans l'Isole, sans préjuger des dispositions fixées par arrêté préfectoral ayant pour objet la réduction des prélèvements industriels d'eau et de l'impact des rejets en cas de sécheresse, sont limités à :

2700 m³ par jour (valeur moyenne sur 1 mois)

3400 m³ par jour (valeur maximale)

160 m³/h (débit horaire maximal). »

ARTICLE 4 :

Le tableau de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral n°43-10-AI en date du 30 septembre 2010 est remplacé par :

Rejets	Unités	Moyenne Mensuelle	Maximum
Volume journalier	m ³ /j	2700	3400
Matières en suspension (MES)	kg/j	30	45
Demande chimique en oxygène (DCO)	kg/j	110	210 (170 en période d'étiage)
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	kg/j	40	45
Phosphore	kg/j	2	3
NH ₄	kg/j	1	2
Azote Kjeldhal	kg/j	10	15

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (par voie postale ou par l'application téléréfugi citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage d'un extrait en mairie pour une durée d'au moins un mois;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'état pour une durée d'au moins quatre mois.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera notifié à la société Glatfelter Scaër SAS. Le directeur de la société Glatfelter Scaër SAS, le secrétaire général de la préfecture du Finistère, et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le **25 MARS 2019**

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général,



Alain CASTANIER

Destinataires :

Monsieur le maire de Scaër

Monsieur le directeur de la société Glatfelter Scaër SAS

Monsieur l'inspecteur des installations classées DREAL UD 29